

PAUL BALTA AU SOIR D'ALGÉRIE

« LE MOUVEMENT ISLAMISTE ALGÉRIEN EST DIVISÉ »

Paul Balta est né en 1929 à Alexandrie (Égypte) et vécut près de vingt ans au Proche-Orient qu'il a parcouru dans tous les sens de même que la Méditerranée, avant de terminer ses études supérieures à Paris où il vit depuis 1947. DES de philosophie, licence d'histoire de l'art. Spécialiste des mondes arabe et musulman et de la Méditerranée, il a effectué de nombreux reportages du Maroc à l'Afghanistan. Journaliste à l'agence Associated Press puis à Paris-Presse l'Intransigeant, il est entré au journal le Monde (Paris) en 1970 : correspondant au Maghreb, en poste à Alger de 1973 à 1978, chef de la rubrique Maghreb, il a également couvert les grands événements du Moyen-Orient dont le conflit israélo-arabe, les guerres du Kurdistan, la révolution iranienne et la première guerre du Golfe (1980-1988). Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont La politique arabe de la France (Sindbad, 1973), La stratégie de Boumediene, L'Iran insurgé, L'Algérie des Algériens vingt ans après avec la collaboration de la journaliste Mireille Duteil, La vision nassérienne, L'Islam dans le monde. En outre, il a collaboré à de grandes revues internationales comme le Middle East Journal (Washington) et a assuré une chronique mensuelle dans El Pais(Madrid) et le Libéral(Casablanca) de 1990 à 1995. Il fut membre du Conseil d'orientation de Confluences/Méditerranée. Directeur du Centre d'études de l'Orient contemporain à l'université Paris III-Sorbonne Nouvelle de 1988-1994. Il a animé le Séminaire de politique étrangère consacré au monde arabe et à l'Islam au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes de Paris de 1985 à 1998. Membre du Conseil d'administration de la Fondation René Seydoux pour le monde méditerranéen, du groupe «Observatoire Méditerranée et Moyen- Orient» de la Fondation pour les études de défense (Paris), de la «Section Méditerranée» (1998-2001) du Conseil économique et social de PACA (Marseille) et du Comité international du Forum civil euromed(Barcelone), président du FEMEC, Forum euro-méditerranéen des cultures, d'Omar Le-Chéri, la cyber-école de journalisme des jeunes de la Méditerranée, et de Selefa (Société d'études lexicographiques et étymologiques françaises et arabes). Paul Balta est chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre du mérite, officier des Arts et Lettres. Dans cet entretien qu'il nous a accordé, il revient sur les révoltes dans le monde arabe et nous fait part de son analyse de la situation politique, les défis qui attendent cette partie du monde, la montée des mouvements islamistes qui sont obligés de jouer le jeu démocratique ainsi que la lutte contre le terrorisme au regard de l'affaiblissement d'Al-Qaïda après la mort de son chef Oussama Ben Laden.

Entretien réalisé par Nadia Salmi

[Le Soir d'Algérie : Quelle analyse faites-vous de la situation dans les pays arabes notamment avec la montée des mouvements islamistes](#)

Je commence par affirmer que les « Révoltes arabes » sont pleines d'espoir malgré les difficultés auxquelles elles sont confrontées et les craintes que l'on peut éprouver. Elles ont fait tomber le mur de la peur ! Les peuples ont retrouvé leur dignité en mettant fin, en 2011, aux dictatures notamment celle de Zine Abidine Ben Ali en Tunisie, le 14 janvier, celle de Hosni Moubarak en Égypte, le 11 février, et celle de Mouammar Kadhafi en Libye, le 20 octobre. Les peuples veulent prendre en main leur avenir, mais la réalité, différente selon les pays, est plus complexe.

En Tunisie, le parti islamiste Ennahda, de Rached Ghannouchi, a gagné les élections législatives (36%) et Hammadi Jebali, le N° 2, a formé le gouvernement. Non seulement il n'a pas proclamé la charia mais il a aussi respecté l'héritage de Bourguiba, en particulier celui qui concerne le statut des femmes (1956) inédit dans le monde arabe : il leur accorde le droit de vote et bien d'autres avantages, décrète la monogamie et autorise l'avortement qui ne sera légalisé en France qu'en 1975.

Autre point important : les juifs. En Tunisie depuis 2000 ans, ils étaient 10000 au XIX^{ème} siècle. Des dirigeants israéliens ont invité les 1000 qui restent à venir s'installer en Israël. Des dirigeants d'Ennahda ont proposé à ceux d'Israël de revenir en Tunisie. «Le mouvement Ennahdha appelle tous les Tunisiens et Tunisiennes, Musulmans, Juifs et Chrétiens, à être solidaires et à préserver l'unité pour le bien du pays» a proclamé Ghannouchi et Roger Bismuth, chef de la communauté juive, lui a présenté ses félicitations.

Au Maroc, le PJD, Parti de la justice et du développement, de l'islamiste Abdelilah Benkirane, a gagné les élections (107 sièges sur 395) et formé un gouvernement de coalition avec plusieurs de ses concurrents: l'Istiqlal, le PPS, Parti du progrès et du socialisme et le MP, Mouvement populaire, mais il n'y a qu'une seule femme, Bassima Hakkaoui (PJD)

En Égypte, la situation est plus complexe. Les islamistes ont remporté plus de 70 % des sièges. Le PLJ, Parti liberté et justice des Frères musulmans, arrivé en tête avec 47 % des députés (235 sur 498) a accepté le principe du pluralisme politique, suivi par les salafistes, Al-nour, avec 24 %.

Il est vrai que l'Arabie saoudite a largement financé ces partis et a secrètement donné de l'argent à des électeurs pauvres pour qu'ils votent pour les FM et Al-Nour. En outre, c'est le CSFA, Conseil suprême des forces armées dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui, qui détient le pouvoir, ce qui a incité Mohamed El Baradei, Prix Nobel de la Paix en 2005, à annoncer qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle.

Pensez-vous que l'Algérie est dans le même cas que ces pays et qu'elle risque de voir une victoire des islamistes aux prochaines échéances électorales ?

Le cas de l'Algérie est différent. Le pays a été marqué par la « décennie noire » ou « décennie du terrorisme » qui a fait 150 000 morts et même plus selon certains spécialistes. Elle a commencé en décembre 1991 avec les attentats et les violences du FIS, Front islamique du salut et s'achève avec la défaite, en 2002, du GIA, Groupe islamique armé. La population algérienne a été traumatisée par ces massacres.

En outre, le mouvement islamiste est plutôt divisé et fonctionne en rangs dispersés. Sur le terrain, on repère trois tendances principales. Les anciens militants de l'ex-FIS, qui font peur. La tendance politique ou MSP, Mouvement de la société pour la paix, partenaire de la coalition gouvernementale, qui discrédité par ses rivalités internes. Enfin la tendance salafiste qui n'a pas beaucoup d'audience.

Méditerranéen par mes racines, je dis qu'il y a six rives avec leurs spécificités, leurs oppositions mais aussi leur complémentarités. Malgré les guerres, le dialogue des cultures n'a jamais cessé et le flambeau de la civilisation a toujours circulé d'une rive à l'autre !

=====

Quel commentaire faites-vous sur ce qui se passe en Libye et en Syrie ?

Mouammar Kadhafi était certes un dictateur auteur de nombreux crimes, néanmoins, il a aussi beaucoup fait pour le développement économique et culturel de la Libye et des Libyens et il a cherché à relancer l'Union du Maghreb arabe. Que le CNT, Conseil national de transition, l'ai renversé me paraît positif. En revanche je réprovoque la façon inhumaine de son exécution le 20 octobre 2011.

Les vidéos de son lynchage sont insupportables et inhumaines. J'estime qu'il aurait dû être traduit devant le TPI, Tribunal pénal international mais, selon des sources sérieuses, les Etats-Unis et la France auraient secrètement demandé sa mort car ils ne voulaient pas qu'au cours du procès il raconte comment ces deux pays l'avaient bien soutenu quand il était au pouvoir, pour préserver leurs intérêts. Le 23 octobre, le CNT annonce que la charia sera à la base de la législation libyenne mais 3 mois après la mort de Kadhafi, le pays semble sombrer dans le chaos.

Le 21 janvier, le siège du CNT à Benghazi, berceau de la révolution, a été envahi par les manifestants et, le 22, c'est le vice-président Abdelhadidh Ghoza qui a été contraint à la démission, après avoir été victime d'une agression à l'université de Ghar Younès.

Pour ce qui est de la Syrie, il faut rappeler que Hafez el Assad, qui a pris le pouvoir en 1970, a assuré la stabilité et le développement économique du pays qui, depuis son accession à l'indépendance en 1946, a été bouleversé par une dizaine de coups d'État et de multiples divisions internes. Bachar, son fils, lui a succédé le 17 juillet 2000. Sous la pression internationale, il a amorcé, en 2001, l'évacuation des troupes syriennes qui occupaient le Liban. Tout en ayant un comportement dictatorial, comme son père, il a alors rendu la Syrie fréquentable et en a fait un partenaire incontournable dans les dossiers du Moyen-Orient. Retournement de situation : à la suite du « Printemps arabe » une majorité de Syriens s'est soulevée, le 15 mars, pour réclamer son départ et l'instauration de la démocratie. Il a réagi par une répression impitoyable qui atteindrait 6000 morts début 2012 ! Alors que la pression internationale et arabe est de plus en plus forte, L'ASL, Armée syrienne libre, formée de 40 000 déserteurs, et le CNS, Conseil national syrien, présidé par Burhan Ghalioun, qui rassemble les principaux courants de l'opposition, ont toutes les chances de renverser Assad et d'ouvrir la voie à la démocratie.

Alors que pression internationale et arabe est de plus en plus forte, l'ASL, Armée syrienne libre, formée de 40000 déserteur, et le CNS, Conseil national syrien, présidé par Burhan Ghalioun, qui rassemble les principaux courants de l'opposition, ont toutes les chances de renverser Al-Assad et d'ouvrir la voie à la démocratie.

=====

À la lumière de ces changements, pensez-vous que la lutte contre le terrorisme prendra de nouvelles formes ?

La lutte contre le terrorisme a commencé avec force à la suite des attentats d'Al Qaïda d'Oussama Ben Laden, le 11 septembre 2001. Je rappelle néanmoins que c'était là un tragique retournement de l'histoire car, dès les années 1950, les Etats-Unis avaient soutenu les Frères musulmans contre Gamal Abdel Nasser et les nationalistes arabes, ce qu'on a tendance à occulter. Ils avaient ensuite soutenu et même financé Ben Laden pour mettre fin à la présence des forces soviétiques en Afghanistan, en 1989.

L'exécution de Ben Laden par les militaires américains dans la nuit du 2 mai 2011 a porté un coup sévère à Al Qaïda et le Printemps arabe ne lui est pas non plus favorable. Certes, l'Aqmi a continué à perpétrer des attaques en Algérie et des prises d'otages, dont deux Français au Niger le 8 janvier 2011 et d'autres au Mali. 90% de ses ressources viennent des rançons obtenues contre la libération d'otages et le reste de trafics d'armes et de drogues. L'Aqmi favorise aussi les migrations clandestines en particulier au sud de la Libye et au Sahara algérien. L'Algérie a d'ailleurs pris des mesures efficaces pour lutter contre l'Aqmi et bénéficie, de même que la Mauritanie, du soutien de la France. La Révolution du Jasmin en Tunisie et, d'une façon générale, le Printemps arabe au Maghreb devraient limiter les possibilités de l'Aqmi et surtout conforter sur le triple plan politique, culturel et militaire la lutte contre le terrorisme.

En outre, la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens est inquiétante. À Jérusalem-Est, aussi, qu'Israël refuse de reconnaître comme la capitale de la de la Palestine.

=====

Les négociations de paix au Proche-Orient sont au point zéro, que se passe-t-il exactement dans cette région ?

Les médias occidentaux mettent beaucoup l'accent sur les divisions entre le Fatah et le Hamas qui contribuent à bloquer les négociations de paix avec Israël. En réalité, c'est à ce pays qu'incombe la responsabilité sur presque tous les plans. Il n'a pas appliqué les résolutions 242 (1967) et 338 (1973)

du Conseil de sécurité de l'ONU, qui déclarent « nulles et non avenues les mesures prises par Israël pour changer le statut de Jérusalem », « appellent à la cessation des implantations israéliennes, qu'il a déclarées sans valeur légale », « réaffirment l'applicabilité de la Quatrième convention de Genève aux territoires arabes et palestiniens occupés par Israël depuis 1967, Jérusalem incluse », « appellent au retour des réfugiés palestiniens ». En outre, la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens, est inquiétante. À Jérusalem-Est, aussi, qu'Israël refuse de reconnaître comme la capitale de la Palestine. L'organisation pacifiste Shalom Arshav en conclut que la colonisation remet en cause le principe des 2 Etats et publie une carte qui illustre ses affirmations dans les zones les plus critiques : le nord de la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

En janvier 2011, un rapport de l'Union européenne souligne, entre autres, que les colons étaient 1 200 en 1972 dans la zone C, en Cisjordanie, puis 110 000 en 1993, et 310 000 (plus 200 000 colons à Jérusalem-Est) aujourd'hui, soit plus du double de la population palestinienne (150 000). « L'occupation par Israël des territoires arabes et palestiniens doit cesser. Les colonies, nouvelles et anciennes, sont illégales. Elles contrarient la naissance d'un Etat palestinien viable », vient de réaffirmer Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU.

Vous écrivez beaucoup sur le monde arabe et notamment sur la religion musulmane. Après votre livre *Islam et islamisme. Gare aux amalgames*, vous venez de publier *Islam et Coran, idées reçues sur l'histoire, les textes et les pratiques d'un milliard et demi de musulmans*. Est-ce votre manière d'aller à contre-courant des préjugés et des clichés ?

C'est complexe. En fait, Marie-Laurence Dubray, qui a fondé les éditions Le Cavalier Bleu, a repris mon livre *L'islam*, publié en 2001. Il a connu trois éditions mises à jour et s'est vendu à 15 000 exemplaires. Elle s'est aperçue que depuis deux ou trois ans, ce livre de très petit format se vendait moins bien parce qu'il passait inaperçu sur les rayons des librairies.

Elle a donc décidé de passer à un format plus grand, plus visible et plus agréable à lire. Elle m'a proposé ainsi qu'à Michel Cuypers et Geneviève Gobillot, auteurs d'un « *Coran* », dans la même collection, de rassembler nos deux livres en alternant les chapitres. Évidemment nous avons procédé à une mise à jour, supprimé les répétitions et rédigé une Introduction et une Conclusion, adaptées à la nouvelle formule.

Le contenu de « *Islam et Coran* » est différent de celui de « *Islam et islamisme. Gare aux amalgames* », publié par les éditions Milan, en 2008. Il a un caractère plus pédagogique. Alors que nous assistons à une montée de l'islamophobie, il s'efforce de rétablir des vérités trop souvent occultées ou ignorées et veut toucher un large public non spécialisé.

Un exemple : le chapitre « *La civilisation arabo-islamique n'a rien inventé* » explique que du VIII^{ème} au XIV^{ème} siècle, elle a été à la pointe de la modernité dans tous les domaines : astronomie, mathématiques, physique, chimie, médecine, histoire, sociologie, géographie, gastronomie, etc.

Sans ses apports, la Renaissance européenne n'aurait pas vu le jour au XVI^{ème} siècle ou aurait été plus tardive. Environ mille mots français sont d'origine arabe.

Vous êtes un fervent défenseur du dialogue entre les cultures en opposition avec la théorie du « choc des civilisations » de Samuel P. Huntington mais il semble qu'en Occident cette théorie prend de plus en plus forme, quel est votre commentaire ?

Né à Alexandrie, j'ai sillonné tous les pays riverains de la Méditerranée et j'ai consacré plusieurs livres à notre « Mer mère ». N'oublions pas que la Méditerranée est la mer de la diversité.

Aucune autre région du monde n'a vu, dans un espace aussi limité, apparaître et s'affirmer autant de peuples et de civilisations : Égyptiens, Hébreux, Phéniciens, Crétois, Grecs, Romains, Byzantins, Gaulois, Ibères, Berbères, Ostrogoths, Wisigoths, Slaves, Arabes, Turcs, Européens...Méditerranéen par mes racines, je dis qu'il y a six rives avec leurs spécificités, leurs oppositions mais aussi leurs complémentarités.

Malgré les guerres, le dialogue des cultures n'a jamais cessé et le flambeau de la civilisation a toujours circulé d'une rive à l'autre ! Nous devons rester fidèles à cet héritage, le défendre et l'enrichir. Cela dit, vous avez raison, le « Choc des civilisations » a tendance à l'emporter en Occident, de même que le « Choc des ignorances ».

Certes, l'UPM, l'Union pour la Méditerranée, lancée en 2008 par Nicolas Sarkozy était en soit une bonne idée. Il lui avait fixé deux objectifs, Politique et Économique, mais avait oublié la Culture, contrairement au PEM, Partenariat euro-méditerranéen lancé à Barcelone en 1995. Face au tollé, il l'a finalement intégrée, mais pour le moment l'UPM est moribonde !

Je signale cependant un début positif en politique étrangère. Le G8, réuni les 26 et 27 mai à Deauville par Sarkozy, a invité la Tunisie et l'Égypte. Il a décidé de leur donner une aide financière pour soutenir leurs réformes.

Les banques multilatérales de développement fourniraient, pour 2011-2013, plus de 20 milliards de dollars (14 milliards d'euros), dont 3,5 milliards d'euros (près de 5 milliards de dollars) provenant de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Les pays du Golfe contribueront à hauteur de 10 milliards de dollars, le reste étant fourni par l'aide bilatérale, dont un milliard d'euros de la France. Au total l'aide atteindrait 40 milliards de dollars (28 milliards d'euros).

En outre, lors d'une réunion à l'IMA, l'Institut du Monde Arabe, le 26 avril, Alain Juppé a annoncé que la France ouvrirait « un dialogue sans complexe avec les courants islamiques » qui respecteraient les règles du jeu démocratique.

Il s'agit principalement du mouvement Ennahda en Tunisie et des Frères musulmans en Egypte.

Je note aussi que Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, écrit dans *Le Monde* du 1 juin : « Loin d'avoir menacé notre identité ou remis en cause notre cohésion nationale, les générations successives d'immigrés qui se sont établis dans notre pays au cours du temps ont toujours su partager notre conception du vivre-ensemble, notre histoire nationale et nos valeurs.

Ils y ont même largement contribué. » Espérons qu'il va poursuivre dans cette voie.

C'est bientôt la célébration du cinquantenaire de la révolution algérienne, allez-vous venir pour faire partie de la fête ?

Je serai heureux d'y participer. Je rappelle que je suis né à Alexandrie de père français et de mère égyptienne. J'ai l'habitude de dire et d'écrire : la France est ma patrie et l'Égypte ma deuxième patrie. Après avoir été correspondant du quotidien *Le Monde* au Maghreb, de la Libye à la Mauritanie, basé à Alger, de 1973 à 1978, j'ai ajouté, l'Algérie est ma troisième patrie.

En effet, j'ai eu l'honneur et le plaisir d'avoir cinquante heures d'entretiens en tête-à-tête avec le président Houari Boumediène, le président Abdelaziz Bouteflika que j'avais souvent interviewé, m'a invité à plusieurs reprises, je me suis beaucoup plu dans le pays que j'ai parcouru dans tous les sens et j'ai été sensible à l'hospitalité des Algériens.

N.S.